

CE MONDE QUI BOUGE

L'Algérie sur
le qui-vive ?

Intervenant samedi dernier en tant que secrétaire général du RND et non en tant que Premier ministre, Ahmed Ouyahia a déclaré que «l'Algérie a vaincu sur son sol le terrorisme mais celui-ci se trouve tout autour car le pays est situé dans une région instable».

Le propos d'Ahmed Ouyahia rappelle celui tenu il y a 19 ans par feu le chef d'état-major de l'armée, le général Mohamed Lamari, mais sans aller aussi loin que ce dernier. Le 2 juillet 2002, lors d'une conférence de presse, l'ex-chef d'état-major avertissait : «Nous avons vaincu le terrorisme. Seulement l'intégrisme est toujours là. Regardez la télé, écoutez les prêches, reprenez les textes de l'administration, regardez ce qui s'enseigne dans les écoles et vous verrez qu'on en est au même point. Le résultat est là. La lutte contre l'intégrisme n'est pas terminée.» Décodé : la lutte antiterroriste est un tout.

Seize ans après, la déclaration de Mohamed Lamari sonne comme un juste rappel. Si le bras armé de l'islamisme a été affaibli, le religieux sous sa forme la plus rétrograde et la plus dangereuse pour la paix civile, le salafisme version wahhabite (c'est du pareil au même), est plus que «toujours là». Amplifié par internet, les réseaux sociaux (Facebook, YouTube, Twitter et autres) et par ces télé privées qui n'existaient pas en 2002, il est à l'offensive sur tous les théâtres de la vie sociale : il tisse des réseaux, contrôle de plus en plus de mosquées en chassant les imams qui ne partagent pas ses vues, investit le mouvement associatif et le terrain syndical, dispose de maisons d'édition (Dar Fadhila, par exemple), et surtout, il se territorialise à partir des espaces concédés par les pouvoirs publics. Et derrière le salafisme version wahhabite se profile son interface, le takfirisme. Les têtes de pont de cette religiosité dite «soft» sont connues. Mohamed Ali Ferkous, par exemple, a même été désigné en début d'année par le prédicateur saoudien Mohamed Al Hadi al-Makhdali, l'un des idéologues du courant portant son nom le makhdalisme (voir ma chronique du 9/11/2017), comme chef de la branche algérienne de la salafia wahhabite en Algérie. Tout cela, me direz-vous, est connu. C'est vrai.

Le problème reste que les pouvoirs publics, qui ferment les yeux sous prétexte que ce «salafisme scientifique» (salafia al-ilmanyia), qui bouscule cette vision idyllique de «l'islam de Cordoue» cher à Mohamed Aïssa, le ministre des Affaires religieuses, prêcherait l'obéissance à l'autorité ! Or, tous les spécialistes le disent, le wahhabisme est surtout un courant politique. Il est en train de s'approprier la parole religieuse officielle, théoriquement monopole de l'Etat, en vertu de la Constitution stipulant que l'islam est la religion de l'Etat. Et partant, il attend patiemment son heure pour sortir «démocratiquement» du bois et repartir à la conquête du pouvoir. Alors, l'Algérie menacée ? Oui, mais pas seulement de l'extérieur.

Certes encore, malgré quelques attaques terroristes, la sécurité est assurée sur l'ensemble du territoire. Mais l'islamisme, qui, pour l'heure, n'a pas les moyens de sa violence, n'a pas tout à fait renoncé à son projet. Pas un jour ne passe sans qu'il se manifeste sous une forme ou une autre, ou tente de s'imposer comme un intermédiaire obligé à même de régler les problèmes en cours.

La dernière en date – voir la chronique de Malika Boussouf dans *Le Soir d'Algérie* de mardi – c'est cette sortie de l'imam ex-FIS Ali Aya, qui a tenté de jouer au gentil médiateur entre les enseignants grévistes et le ministère de l'Education nationale pour le bien de tous et surtout pour les enfants privés de scolarité depuis plusieurs semaines. Cette intrusion du religieux pour dénouer les conflits sociaux, qui illustre la faiblesse du dialogue social, dans un contexte où l'Etat n'a plus les moyens de s'acheter la paix sociale, n'est rien d'autre qu'une tentative d'intermédiation socioreligieuse. C'est «l'islam est la solution» qui revient sous une forme feutrée. Elle ne vise rien d'autre que l'abdication de ce même Etat et une remise en cause de ses fondements républicains. En 1992, feu Mohamed Boudiaf déclarait que «la mosquée appartient à Dieu, la patrie à tous». Peut-être est-il temps d'y revenir...

H. Z.



Par Hassan Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

LES RÉSIDENTS SE SONT RASSEMBLÉS À ORAN, SÉTIF ET BLIDA

Succès des «marches de la fierté»

Des milliers de médecins résidents ont répondu à l'appel du Comité autonome des médecins résidents (Camra).

A Oran, Blida et Setif, ils ont marché pacifiquement. Le Camra a appelé à ces marches de la «fierté» en dehors de la capitale pour démontrer le caractère national de ses revendications et apporter la preuve de sa capacité de mobiliser. En appelant les médecins résidents à manifester,

le Camra fait un amer constat. «C'est avec un triste constat que nous entamons notre quatrième mois de grève», déplorent les représentants des résidents qui appellent les 15 000 résidents à rester mobilisés et à faire preuve de vigilance face aux manœuvres qui tentent de diaboliser leur

combat. Les rassemblements d'hier interviennent au moment où tout contact avec la tutelle est rompu depuis trois semaines.

Les travaux du comité inter-ministériel sont gelés et le ministère de la Santé conditionne la reprise du dialogue par l'arrêt de la grève. Une condition rejetée en bloc par les résidents qui continuent leur mouvement de grève, boycottant aussi bien le

travail au niveau des structures hospitalières que les travaux pédagogiques auxquels ils sont astreints en tant qu'étudiants en postgraduation. Le spectre de l'année blanche plane sérieusement puisqu'avec un retard de près de quatre mois, il sera difficile aux comités pédagogiques de valider l'année universitaire des résidents.

N. I.

LES MÉDECINS RÉSIDENTS PRÉCISENT :

«Nous ne réclamons pas la suppression du service civil»

Les médecins résidents tiennent à apporter la contradiction au secrétaire général du RND qui, la semaine dernière, affirmait que la suppression du caractère obligatoire du service civil pour les médecins résidents allait engendrer un «désert médical» en Algérie.

M. Kebci - Alger (Le Soir)- «Nous ne réclamons pas la suppression du service civil mais celle de son caractère obligatoire», affirmait, hier, Dadi-Abdoune Salah Eddine, à l'occasion d'une conférence de presse qu'il a animée en compagnie d'autres confrères, une rencontre aux allures d'une véritable séance de vulgarisation de leur plateforme de revendications, notamment celle liée à ce service civil. Pour l'intervenant, il s'agit pour les médecins résidents, qui entament leur quatrième mois de grève illimitée, «d'inverser l'obligation et de la mettre du côté des pouvoirs publics» : soit l'obligation pour la tutelle de la «mise à la disposition des médecins résidents affectés dans les structures de santé de l'Algérie profonde, les moyens et les conditions idéales à même de leur permettre d'accomplir leurs missions dans les meilleures conditions possibles. Ce qui n'est malheureusement pas le cas puisque nous n'accomplissons pas nos missions avec l'efficacité requise», dira-t-il. «C'est plus un service de charité et un service civil de façade» que nous accomplissons. Nombre de patients de ces régions reculées sont souvent orientés vers les grands CHU

dont certains ne disposent même pas de plateau technique complet», ajoutera-t-il.

Et de lever toute appréhension quant au «désert médical» que pourrait provoquer une suppression du caractère obligatoire du service civil dont la durée varie d'une année à quatre ans selon les zones d'exercice au nombre de quatre. «C'est plutôt le phénomène inverse qui risque de se produire avec un probable rush des médecins résidents dans l'Algérie profonde pour peu que les pouvoirs publics mettent les moyens nécessaires et instaurent des mesures incitatives qui constituent justement nos revendications.» Autre doléance des médecins résidents, venir à bout de la discrimination dont ils font l'objet, selon le D^r Ghilez Chennit, concernant le service national. «Nous sommes des patriotes imprégnés des valeurs républicaines à la faveur desquelles nous devons jouir des mêmes droits et accomplir les mêmes devoirs que tout le monde. Et de ce fait, nous nous interrogeons légitimement sur notre exclusion de la procédure de régularisation de la situation vis-à-vis du service national, nous mettant au même niveau que les insoumis», dira-t-il. L'intervenant abordera également la «nécessité de revoir le statut flou qui est celui des médecins résidents, qui fait qu'ils ne bénéficient ni des droits des fonctionnaires ni de ceux des étudiants, tout comme la polyvalence une fois le DEMS en poche, l'ouverture, davantage, de postes budgétaires pour les dentistes avec l'instauration de la prime de contagion pour cette catégorie de praticiens». Concernant la suite à donner au mouvement

de contestation des médecins résidents, au vu de la rupture du dialogue avec la tutelle, le D^r Ikbel Abderrahmane, du bureau national du Comité autonome des médecins résidents algériens (Camra), regrettera que la tutelle joue sur le «pourrissement» et sur «l'usure», ne craignant point le spectre d'une année blanche. «Nous avons toujours privilégié la logique de réflexion et de la concertation», dira-t-il, faisant part de la poursuite du boycott des examens des DEMS (diplôme des études médicales spécialisées) qui, selon lui, se «répercutera inévitablement sur la prochaine rentrée universitaire».

Présent à cette conférence de presse abritée par l'instance qu'il préside, M^e Hocine Zéhouane recommandera l'impératif d'une «instance de médiation et de règlement des conflits», préconisant aux médecins résidents la possibilité de «geler la grève momentanément, dans un laps de temps déterminé, pour engager un dialogue avec la tutelle sur la base d'une feuille de route et un timing tout aussi déterminé». Une proposition qui n'a pas eu l'assentiment des concernés, eux qui estiment que pareille piste est de nature à mettre fin à leur dynamique de contestation de par la particularité de la corporation.

«Si on reprend les cours et le travail une à deux semaines, on ne pourra pas après renouer avec la contestation en cas d'échec du dialogue du fait, qu'entretemps, des collègues auront subi des examens et auront cassé ainsi la dynamique de contestation», dira le D^r Ikbel Abderrahmane.

M. K.

SANTÉ

Mise à flots du Fonds national cancer, après plusieurs années de sa création

Resté otage de contraintes bureaucratiques depuis sa création, en accompagnement du Plan national anti-cancer, le Fonds national dédié à la prise en charge des pathologies cancéreuses est, désormais, opérationnel.

L'annonce a été faite par le P^r Zitouni, coordinateur du Plan cancer 2015/2019 qui intervenait dans un séminaire ayant pour thème «L'intérêt du dépistage dans la lutte contre le cancer», organisé au CHU de Tizi-Ouzou, à l'initiative de l'Association Tuija, la Faculté de médecine de l'UMMTO et l'hôpital (privé) Chahid-Mahmoud de Tizi-Ouzou.

Selon le P^r Zitouni, la levée des blocages bureaucratiques suite à des décisions concertées entre les secteurs institutionnels concernés et sur lesquelles il n'a pas jugé utile de s'étaler, permettra, désormais, la mise à flots de ce fonds spécial alimenté chaque année par les pouvoirs publics.

D'une consistance de 20 milliards de dinars, cette cagnotte ainsi libérée s'ajoutera aux fonds évalués à 180 milliards de dinars déjà mobilisés par l'Etat dans le

cadre du Plan cancer 2015/2019. Au total, ce sont 200 milliards de dinars qui seront, ainsi, mobilisés et qui serviront à l'amélioration de la prise en charge des cancéreux et au renforcement de la stratégie nationale de lutte contre les pathologies cancéreuses, notamment dans le volet de l'intervention primaire et le dépistage, indiquera le professeur Zitouni.

Et de préciser que cet apport financier permettra l'acquisition de certains produits et moyens utilisés dans le travail de diagnostic et le dépistage de certaines tumeurs cancéreuses comme les cancers du sein et colorectal qui est déjà gratuit dans les établissements du secteur public.

A cela s'ajoute la levée de certaines contraintes bureaucratiques qui entravent l'intervention secondaire pour la détection des

cancers ou le dépistage des pathologies cancéreuses.

Action qui sera possible grâce à la mise en service, dans quelques semaines, de certains centres spécialisés au niveau de certaines zones du pays, à la suite de ceux de Annaba et de Béjaïa qui sont déjà en activité.

Au sujet du Plan cancer dont il est le coordinateur et mis en œuvre depuis trois ans, le P^r Zitouni s'est voulu optimiste. «Le processus est en bonne voie», a-t-il indiqué. Ces avancées sont dues «à l'engagement politique au plus haut niveau de l'Etat, et au niveau de son application sur le terrain par l'intervention efficace du premier secteur concerné, à savoir le ministère de la Santé et de la Population qui est en train de faire énormément d'efforts sur le terrain pour l'application de ce plan». Sur l'évaluation de celui-ci, le coordinateur du Plan national cancer n'a pas caché sa satisfaction, estimant que beaucoup d'efforts sont en train de se faire pour la mise en œuvre du programme national de

dépistage «l'un des axes stratégiques du Plan cancer».

Une mise en œuvre qui se traduira par la définition de zones-pilotes (Tlemcen, Alger, Constantine, Laghouat) où seront implantés des centres dotés d'équipement et de spécialistes performants, avec obligation de résultats dans une année.

Autre axe stratégique du Plan cancer, la formation des médecins. L'oncologie sera intégrée dans le cursus universitaire des médecins généralistes dans le cadre du Plan de rénovation de l'enseignement médical qui sera lancé en 2019 par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

La lutte contre le cancer passe par la prévention, selon le P^r Zitouni qui parle d'un programme qui sera mené de pair avec le ministère de l'Education nationale. Au programme, des cours obligatoires sur les méfaits du tabagisme chez les jeunes et ses conséquences sur la prévalence des pathologies cancéreuses.

S. A. M.